

Interview et déclaration concernant la crise chronique des relations anglo-russes

Christian Rakovsky

Source: The Guardian, mercredi 15 juillet 1925, p. 12. Traduction et notes MIA.

M. Rakovsky m'a reçu à Chesham House cet après-midi et je l'ai trouvé dans un état d'esprit quelque peu découragé. Comme on pouvait s'y attendre, il a refusé d'évoquer son entretien d'hier avec M. Chamberlain, mais il a admis, au cours de notre conversation, que les «relations stériles» actuelles allaient se poursuivre. Il était franchement pessimiste à ce sujet.

« En Angleterre, me dit-il, vous souffrez d'un surplus de produits manufacturés. Nous, en Russie, nous en manquons. Vous ne créez pas assez d'emplois parce que vous n'avez pas assez de clients pour vos produits, alors que nous avons un besoin urgent de les acheter ».

« La difficulté », ai-je suggéré, « c'est, bien sûr, l'argent ».

« Non. Le véritable obstacle est politique. La société qui avait passé des contrats avec nous pendant deux ans pour écouler nos céréales n'a pas pu les renouveler depuis le début de cette année à cause de l'incertitude politique. Cela semble vraiment absurde. »

« L'année dernière (a-t-il poursuivi), la Grande-Bretagne s'est classée au deuxième rang des échanges commerciaux de la Russie, l'Allemagne étant au premier rang. Cette année, il y a de fortes chances que le volume des échanges anglo-russes soit multiplié par deux. L'année dernière, exportations et importations confondues, il s'est élevé à 31 000 000 de livres, soit environ un tiers du commerce total de la Russie. Cette année, nous sommes en mesure de passer un certain nombre de commandes à l'étranger d'une valeur totale de 200.000.000 de livres, contre 100.000.000 l'année dernière, et la part de la Grande-Bretagne pourrait facilement être d'environ 80.000.000 de livres, soit le double de l'année dernière. Les commandes que j'ai reçues pour 15.000.000 de livres de marchandises entièrement fabriquées en Grande-Bretagne ne sont qu'un début, et en elles-mêmes, elles sont quatre fois plus importantes que celles de l'année dernière à la même période. »

Paiement au comptant ou crédit à court terme

« Avez-vous l'intention de payer les marchandises au comptant ? » ai-je demandé.

« C'est une question à discuter. Nous pourrions payer certaines choses au comptant ; pour d'autres, comme les machines, nous devrions demander un crédit, mais seulement à court terme. »

« Considérons un autre point », ajoute-t-il. « M. Churchill attache une grande importance au maintien de l'Étalon-or. La Russie a fait sa part pour vous aider à maintenir cet Étalon-or en contribuant à hauteur de 4.000.000 de livres d'or. Nous avons déjà vendu 2.000.000 de livres-or à votre pays et 2.000.000 de livres supplémentaires sont en cours de vente ».

Je n'ai pas demandé à M. Rakovsky de s'exprimer sur la Chine, car il a déjà publié une longue déclaration officielle [voir ci-dessous] dans laquelle il traite de ce sujet, mais j'ai suggéré qu'il pourrait favorablement influencer l'opinion britannique en faisant une proposition constructive pour l'amélioration des relations anglo-russes.

« Pour votre part », a-t-il dit, « il semble que le moment ne soit pas opportun pour aller au-delà de la base de 1921 ¹ et, dans un certain sens, nous sommes du même avis. Néanmoins, et cela concerne les deux côtés, nous devons faire face au fait que les nations diffèrent en termes d'intérêts, de tempérament, de nécessités historiques, géographiques et économiques. Ce problème ne se limite pas aux relations entre la Grande-Bretagne et la Russie. Je ne citerai pas d'autres exemples. La diplomatie a pour mission de concilier des intérêts internationaux contradictoires, et non de les aggraver. Dans le cas de la Russie et de la Grande-Bretagne, cela restera impossible tant que nos relations formelles demeurent ce qu'elles sont.

Votre gouvernement a reconnu la Russie, mais nos relations ne sont pas normales. Nous devons d'abord passer à une pleine relation de reconnaissance avant de pouvoir espérer quelque chose de mieux ».

Déclaration officielle de Rakovsky

La déclaration suivante a été publiée hier soir par M. Rakovsky, le chargé d'Affaires soviétique à Londres :

On comprendra aisément que je ne peux rien dire au sujet de mon entretien avec M. Chamberlain. La question d'une rupture avec le gouvernement russe n'a pas été abordée. Il ne faut cependant pas en conclure que les relations entre nous sont tout à fait normales. Il y a toujours une crise. Elle est même chronique. Une partie de l'opinion publique anglaise stigmatise comme étant de la propagande tout ce qui est fait par le gouvernement soviétique, y compris les efforts naturels et légitimes de ce dernier pour protéger les intérêts du plus grand État continental possédant de vastes frontières asiatiques et européennes. Pour cette partie de l'opinion britannique, l'existence de l'Union soviétique est sans aucun doute incompatible avec l'existence de la Grande-Bretagne. C'est là que réside le danger. C'est l'une des causes expliquant pourquoi il existe une crise chronique.

Je n'ai pas l'intention de parler en détail des affaires chinoises. Cependant, dans la mesure où les différents incidents survenus en Chine ont été déformés par la presse britannique, je dois dire quelques mots à ce sujet. Le discours de notre ambassadeur à Pékin [[Lev Karakhane](#)], qui est souvent mentionné dans la presse britannique, consistait en une conférence dans laquelle rien n'était dit contre l'Angleterre. Et cette conférence avait été prononcée à l'Université de Pékin au mois de février dernier.

En ce qui concerne l'incident de l'arrestation du représentant du trust pétrolier, [Dossier², Tchitchérine](#) a prouvé dans sa note que toute l'affaire reposait sur une falsification grossière. Non seulement en Europe, mais aussi en Asie, il existe des officines où l'on fabrique des documents falsifiés. Un certain Brujdlovsky, qui fournissait toutes sortes de documents à ceux qui le désiraient, a été arrêté récemment à Berlin.

L'opinion publique anglaise devrait également être informée des circonstances suivantes. Diverses provinces de Chine sont devenues des centres d'opération pour les officiers blancs russes, et certains

1 Il s'agit de l'accord commercial anglo-russe signé le 16 mars 1921 et permettant une reprise des rapports commerciaux entre les deux pays. Il signifiait une reconnaissance de facto de la Russie soviétique par l'Angleterre.

2 Zinovi Nikolaïevitch Dossier (1882-1938) était un fonctionnaire du *Naftesindikat* (Trust soviétique des pétroles nationalisés) envoyé en Chine pour affaires. Il fut arrêté par la police internationale de Canton et jugé devant un tribunal de Shanghai comme « agent bolchevique organisant la subversion et des émeutes en Chine ».

des soldats des armées défaites de [Koltchak](#), [Ungern-Sternberg](#) et [Séménov](#) se sont réfugiés dans les rangs des armées chinoises. Certains généraux chinois ont des régiments entiers composés de Russes Blancs. En outre, des Blancs ont trouvé une place dans la police des concessions internationales en Chine. Ce sont trois de ces Blancs qui ont trouvé les documents absurdes et soi-disant compromettants dans les affaires de Dosser, après que le représentant de la police judiciaire, le capitaine anglais York, qui les avait d'abord fouillés en présence d'un officier blanc, n'eut rien trouvé quant à lui.

Peut-on considérer comme relevant du hasard ces activités poursuivies par les Blancs, non seulement en Chine, mais dans le monde entier contre les autorités soviétiques, au moment même où l'opinion publique informée et l'Union soviétique considèrent que la politique internationale actuelle s'oriente vers l'isolement politique de l'Union soviétique ?

Une initiative telle que la conclusion du pacte avec l'Allemagne et son entrée dans la Société des Nations ³ a été considérée y compris par certains organes de la presse britannique et française comme un pas vers l'isolement de la Russie. Tout cela explique aisément le malaise légitime manifesté par notre opinion publique.

Nous estimons que l'accord commercial de 1921, dont le respect nous est bien entendu mutuellement obligatoire, ne répond plus aux relations politiques et économiques complexes qui se sont développées entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique au cours des cinq dernières années. Les faits réels ont dépassé le cadre de l'accord. Après la conclusion de l'accord, l'Union soviétique a certes été reconnue. Mais par ailleurs, l'accord a laissé ouvertes toutes les questions économiques et politiques importantes en suspens.

Il est toutefois prématuré de parler d'une reprise des négociations. Les deux gouvernements sont d'accord sur ce point. Les négociations ne doivent être entamées que si elles ont des chances d'aboutir. A cette fin, il faut d'abord créer les conditions préliminaires appropriées. Nous déplorons évidemment le rejet de l'accord signé l'année dernière⁴ et nous estimons qu'il s'agit là d'une des causes de la crise actuelle.

3 En septembre 1924, malgré les réticences de la France, le Premier ministre britannique MacDonald se prononça officiellement en faveur de l'adhésion de l'Allemagne à la SDN. Le gouvernement allemand y était alors favorable mais à condition d'y entrer avec le statut de grande puissance égale en droits. L'adhésion ne se fit que le 10 septembre 1926, avec l'entrée en vigueur des accords de Locarno du 16 octobre 1925.

4 Après la reconnaissance « de jure » de l'URSS par la Grande-Bretagne (1er février 1924), des négociations s'ouvrirent afin de parvenir à un traité anglo-soviétique sur la question des dettes tsaristes et d'un prêt en faveur de l'URSS. Un traité de commerce fut finalement signé le 8 août mais ne fut jamais ratifié à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.